



Matthias Bouchenot, *Tenir la rue. L'autodéfense socialiste 1929-1938*, Paris, Libertalia, 2014.

La détermination antifasciste face aux préparatifs nationalistes et policiers

« Ce soir à Clichy rassemblement antifasciste !¹ » L'appel à la contre-manifestation ne figure qu'en deuxième page du *Populaire*, dans un petit encadré, mais il connaît un véritable retentissement dans les milieux de gauche parisiens grâce à la vigoureuse mobilisation du comité antifasciste de Clichy. Durant les jours qui précèdent la soirée du 16 mars, dans un camp comme dans l'autre, on ne ménage pas ses efforts pour en assurer la réussite. Pour le PSF, l'enjeu est de réussir à maintenir la projection prévue, malgré la pression de la rue. Pour le comité antifasciste de Clichy, il s'agit de laver « l'affront » fait à la cité ouvrière. Marx Dormoy refusant de céder aux demandes d'interdiction de la réunion du PSF, la préfecture de police prépare le maintien de l'ordre et la protection des anciens Croix-de-Feu. La détermination du ministère de l'Intérieur et du comité antifasciste augure des affrontements.

Les préparatifs du Front populaire

Si *Le Populaire* et *L'Humanité* n'accordent que quelques lignes à l'annonce du contre-rassemblement antifasciste de Clichy, le comité local du Front populaire mène une intense activité : il fait placarder les murs de la cité ouvrière d'affiches² et multiplie les diffusions de tracts³. La mairie de Clichy fait également éditer une affiche appelant au rassemblement, signée par le maire SFIO Charles Auffray, le député Maurice Honel et le conseiller général Maurice Naile⁴, tous deux communistes. Il est à noter que Charles Auffray et Maurice Naile sont deux anciens responsables du Parti d'unité prolétarienne⁵ (PUP), une organisation de dissidents du PCF. Ce sont toutes les composantes du Front populaire de Clichy qui participent activement à la préparation de la soirée. *La Voix populaire*, l'organe local du Parti communiste, annonce ainsi : « Nous nous réjouissons de l'attitude de nos camarades de la section socialiste de Clichy qui, comme nous, se sont montrés décidés à tout faire pour que les factieux, genre La Rocque et Doriot, ne viennent provoquer la classe ouvrière de Clichy⁶. »

C'est dans cette atmosphère unitaire que la gauche se prépare à l'arrivée des Équipes volantes de propagande (EVP), le service d'ordre du PSF. La police a ainsi vent de la confection clandestine d'une centaine de matraques par des ouvriers dans une usine de câbles des établissements Geoffroy-Delore⁷. Sur les manifestants antifascistes arrêtés durant la soirée du 16 mars, la police retrouve d'ailleurs des matraques en caoutchouc⁸, qui auraient pu être fabriquées à partir de chutes de câbles. Le secteur d'autodéfense socialiste de Clichy est sur le pied de guerre. Dès le 15 mars au soir, son responsable, André Derichebourg, organise la surveillance de la permanence du PSF à Clichy et du cinéma Olympia, où doit se tenir la soirée des nationalistes⁹. Avec d'autres antifascistes, il tente même une dernière fois d'obliger les gérants de la salle à annuler la séance en occupant les lieux, mais l'intervention de la police municipale les en empêche¹⁰. L'autodéfense socialiste mobilise au-delà du secteur de Clichy, et parmi les socialistes blessés on identifie des militants de la 18^e section ou encore des Jeunes Gardes de la 15^e section. La fédération de la Seine a d'ailleurs organisé la mobilisation de tous ses militants.

Les organisations de gauche se réunissent le 15 mars, à 18 heures, pour évoquer les dernières dispositions techniques¹¹. Le Parti communiste participe au service d'encadrement, comme le prouvent les cartes rouges estampillées « service d'ordre communiste » retrouvées par la police sur des manifestants arrêtés. Malgré l'interdiction de la manifestation, le comité antifasciste prévoit de défiler en cortège dans la ville. Le rendez-vous est donc fixé à 19 heures devant la mairie. Le parcours doit ensuite former une boucle pour encercler le cinéma, partant de la rue Villeneuve et revenant par la rue Jean-Jaurès¹². Toutes ces dispositions prouvent bien que du côté des organisateurs de la manifestation du Front populaire règne la plus grande détermination.

Les dispositions du PSF

Bien qu'il ne s'agisse que d'une réunion privée, pour le parti du colonel de La Rocque, la soirée du 16 mars est l'occasion de tester sa capacité à intervenir dans la banlieue de la capitale. Clichy est, comme les autres villes de la ceinture rouge, une place forte du Front populaire. La réunion étant autorisée, le PSF a tout intérêt à la maintenir et à mettre ainsi le gouvernement issu du Front populaire et sa base devant leurs contradictions. Pour y parvenir, le PSF sait qu'il doit déployer de grands moyens, ayant connaissance des préparatifs du comité de Front populaire¹³. La prudence est donc de mise et il n'est pas prévu que le colonel de La Rocque se rende en personne à Clichy, contrairement à ce qu'annonce le comité antifasciste.

Toutes les dispositions sont donc prises pour assurer la tenue de la projection. À peine la salle de l'Olympia est-elle vidée des éléments du Front populaire par la police municipale que, le soir du 15 mars, une équipe d'une vingtaine d'individus appartenant au PSF vient prendre possession du cinéma. L'occupation dure toute la nuit et la journée du lendemain, l'équipe de nuit étant relevée au petit matin¹⁴. Elle s'organise en accord avec les autorités. Un certain Lemoine, chef de la section de Clichy du PSF, se rend ainsi au commissariat de la ville pour faire savoir les intentions du PSF¹⁵.

À 19 heures, une centaine de membres des EVP protègent les abords du cinéma, mais toutes les équipes du service d'ordre du PSF n'y sont pas concentrées. D'autres EVP, certainement celle de la section des Batignolles¹⁶, ont rendez-vous dans une salle de la rue de Montenotte, à Paris, le soir même de la projection, pour être dirigées ensuite vers Clichy

en fonction des besoins¹⁷. Selon la police, il est probable que d'autres rendez-vous de cette nature soient organisés en d'autres points de la capitale¹⁸. Le service de protection du PSF prend également d'autres dispositions afin d'assurer le calme durant leur réunion, comme l'envoi de cartons d'invitation aux personnes autorisées à s'y rendre¹⁹.

Les préparatifs policiers

Comme évoqué plus haut, la préfecture de police de Paris s'intéresse de très près à la préparation de la contre-manifestation et multiplie les enquêtes des Renseignements généraux, non seulement en raison des enjeux politiques, mais aussi à cause des difficultés que ce type d'événement implique en termes de maintien de l'ordre. Son fondement même repose sur une bonne estimation du nombre de manifestants. L'exercice est, dans le cas présent, rendu plus difficile par la multiplication des paramètres aléatoires peu saisissables par les services de renseignement. Ils doivent en effet évaluer l'importance de deux rassemblements concomitants, influant l'un sur l'autre.

La contre-manifestation peut en effet décourager une partie de l'auditoire familial du PSF, mais également entraîner une plus importante mobilisation des Équipes volantes de propagande et d'autres éléments d'extrême droite attirés par les promesses de bagarre. La mobilisation antifasciste n'est pas non plus évidente à évaluer ; les organisations ayant pris connaissance des intentions du PSF tardivement²⁰ ne disposent que d'une huitaine de jours pour la préparer. Elle est intense, d'un caractère unitaire dans les rangs de la gauche et peut s'appuyer sur le mouvement ouvrier local. Un rapport de police note que lors du rassemblement des travailleurs de la fonction publique, le dimanche 14 mars à Clichy, le secrétaire des syndicats de la région parisienne lance un appel au rassemblement antifasciste²¹. Les services de renseignement sous-estiment très largement le nombre de manifestants de gauche et n'en annoncent que 2 000²² dans un premier temps. Ce n'est que le jour même qu'ils rectifient leurs estimations, en annonçant la participation de 5 000 à 8 000 antifascistes²³. À l'inverse, ils surévaluent la participation du PSF, en annonçant 1 200 spectateurs et 300 membres des EVP²⁴, alors que le nombre total ne dépasse jamais 500.

Malgré ces mauvaises évaluations, les effectifs policiers sont importants ce soir-là. La direction générale de la police municipale prévoit environ 1 800 policiers et gardes mobiles pour boucler la place de la mairie, où est prévue la manifestation antifasciste. Les effectifs sont composés de 300 gardiens de la paix, 40 cyclistes, 40 agents en civil, 25 cavaliers de la Garde, 40 pelotons²⁵ de gardes mobiles, ainsi que cinq autres pelotons de gardes mobiles en réserve²⁶. Une centaine d'agents a pour mission d'interdire la place de la mairie et de refouler les manifestants vers la place du marché, qui se trouve en face. Huit barrages sont prévus, aux alentours de la mairie, sur les rues Jaurès, de l'Union, Villeneuve, Dagobert et Marte, notamment²⁷.

De part et d'autre, ces préparations à l'affrontement ne sont pas sans rappeler les événements d'octobre 1935 à Villepinte, où des manifestants antifascistes mobilisés par la mairie et entraînés par les troupes de choc de gauche prennent d'assaut une réunion privée de Croix-de-Feu préparés à l'affrontement. À Villepinte, si la police ne réussit pas à empêcher les heurts, elle parvient cependant à éviter qu'ils ne dégénèrent. En suivant le déroulement de la soirée du 16 mars 1937, il faut maintenant comprendre les mécanismes qui mènent au « massacre de Clichy²⁸ ».

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

références

- ↑1 « Ce soir à Clichy rassemblement antifasciste ! », *Le Populaire*, 16 mars 1937.
- ↑2 APP, BA 2360.
- ↑3 APP, BA 1866, rapport de police du 16 mars 1937.
- ↑4 Naile est un ancien du PUP retourné au PCF au moment des évènements de Clichy. APP, BA 2360.
- ↑5 *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*
- ↑6 « Alerte, de La Rocque à Clichy », *La Voix populaire*, 12 mars 1937.
- ↑7 APP, BA 1865, rapport de police du 15 mars 1937. La police n'a pas réussi à confirmer cette information, bien qu'après enquête elle estime l'opération tout à fait possible.
- ↑8 APP, BA 1865, rapport de police, 23 mars 1937.
- ↑9 APP, BA 2360, déposition de Derichebourg.
- ↑10 APP, BA 1866, rapport de police du 16 mars 1937.
- ↑11 APP, BA 2360, déposition de Derichebourg.
- ↑12 APP, BA 1866, rapport de police du 16 mars 1937.
- ↑13 APP, BA 1865, rapport de police non daté.
- ↑14 *Ibid.*
- ↑15 APP, BA 1866, rapport de police du 15 mars 1937.
- ↑16 La section du PSF des Batignolles est convoquée au même endroit et au même moment. APP, BA 1866, rapport de police du 16 mars 1937
- ↑17 *Ibid.*
- ↑18 *Ibid.*
- ↑19 *Ibid.*
- ↑20 « Ce que nous disent : M. Auffray », *France soir*, 17 mars 1937.
- ↑21 APP, BA 1865, rapport de police du 15 mars 1937.
- ↑22 *Ibid.*
- ↑23 APP, BA 1865, rapport de police du 16 mars 1937.
- ↑24 *Ibid.*
- ↑25 Un peloton est composé de 20 à 30 personnes.
- ↑26 APP, BA 1866, lettre non datée du directeur général de la police municipale au préfet de police.
- ↑27 Voir le croquis en annexe.
Titre de l'article de Simon Kitson, sur le sujet. Kitson Simon, « The police and the
- ↑28 Clichy massacre », dans Bessel Richard et Emsley Clive, *Patterns of Provocation*, Oxford Berghan, 2000, pp. 29-40.